

Groupe local FRUGAL Lorient

Mercredi 8 février 2017 18h – 21h

Tour de table des participants

Voir Saisie de la feuille d'émargement en fin de document



Introduction

Tristan Douard, adjoint au maire et vice-président de Lorient agglomération en charge de l'économie, des zones d'activité économiques et de l'urbanisme commercial et Jean-Marc Le Clanche, de la Chambre d'agriculture du Morbihan, président du comité territorial d'Hennebont, incluant le territoire de Lorient agglomération, accueillent les participants en soulignant leur intérêt dans le projet. Ils rappellent le travail d'évaluation et d'adaptation de la charte agriculture et alimentation du Pays de Lorient, travail incluant l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial et la réponse à l'appel à projet du Programme National pour l'Alimentation 2016. Ils attendent beaucoup de l'articulation entre la Recherche-Action FRUGAL et ces projets stratégiques locaux.

Gilles Maréchal présente le déroulement de la soirée et son rôle d'animateur.

Paul Mazerand présente Terres en villes et son rôle dans FRUGAL.

Catherine Darrot présente les aspects recherche du projet FRUGAL et le principe de recherche-action.

Présentations d'un premier panorama de l'économie alimentaire du pays de Lorient

Maxime Marie présente le Volet de Recherche 1 et les choix méthodologiques : d'appréhender les flux dans leur complexité et leur diversité et dans l'espace. Il rappelle l'aire d'étude FRUGAL : l'aire urbaine qui correspond plus ou moins au Pays de Lorient : 212 000 habitants pour l'aire urbaine / 216 000 habitants pour le pays.

Sur le terrain du Pays de Lorient, est en cours, un projet tutoré avec le groupe de 4 étudiants (présent) : il s'agit d'un travail de terrain de 2 semaines réalisé sur deux périodes début janvier et début février (semaine de cette réunion) à un mois d'intervalle. Auparavant ont été parcourus les documents disponibles sur la situation locale. La chambre d'agriculture et de l'agence d'urbanisme AUDELOR ont publié de nombreux documents sur la production (agricole). Le groupe a décidé de se focaliser sur la transformation, la distribution et la consommation.

Comme illustration du projet tutoré, le matin de la réunion des entretiens et un travail de relevé cartographique ont été menés sur le marché (en plein vent) de Lorient.

1. Evaluation de la consommation en volume et en valeur

Maxime Marie et Pierre Guillemain présentent une étude de la consommation de 4 grandes familles de produits (Fruits et légumes, produits laitiers, viandes, céréales) plus une cinquième spécifiquement pour Lorient (les produits de la mer). Cette étude a été réalisée en collaboration avec une stagiaire en mi-2016 et a permis de mettre en évidence les volumes de consommation par catégorie socio-professionnelle pour chacune des 9 agglomérations de FRUGAL. Cette étude se limite aux produits bruts non transformés.

Maxime remarque notamment que le premier groupe de consommateur est le groupe « retraité ». En budget, cela est encore plus vrai. Ils ont plus recours aux commerces de proximité et ont un panier de consommation plus élevé.

Certaines données utilisées dans cette étude commencent à dater et des mises à jour devraient être faites.

2. Organisation des filières de transformation et de distribution

Les industries agroalimentaires ont été localisées sur le pays de Lorient puis enquêtées. La remarque est faite qu'il n'y a que très peu de données pour tracer les produits et évaluer ce qui est consommé localement, d'où l'importance des enquêtes terrain.

Une mise en perspective sur la filière céréale a été faite en enquêtant une minoterie sur ses circuits d'approvisionnements et de distribution. La minoterie enquêtée a 5 salariés et un tonnage de 1250 tonnes soit 10% des 14 000 tonnes de consommation de blé locale, ce qui est significatif. Le Blé qu'elle transforme vient du Maine-et-Loire car il n'y a pas de production de blé panifiable localement : le blé produit est à destination des animaux. La minoterie a 600 clients en France, 90% en Bretagne, 75% dans le Pays de Lorient (Restaurateur, crêperies restaurateurs, direct). Elle se lance sur la niche du sarrasin en négociation avec d'autres producteurs.

Une laiterie a également été enquêtée. Elle collecte dans un rayon de 15 - 20 km et produit du lait UHT, du lait bio et du lait de chèvre, du fromage et beurre. La laiterie s'occupe de transformation ; la distribution est réalisée par une autre entreprise sur l'ensemble de la France : il n'y a pas de visibilité sur ce segment du fait de cette division des activités. 15% du fromage part pour l'étranger.

Ensuite 2 supermarchés ont été enquêtés :

- Le Super U de Pont-Scorff a accepté de donner les localisations de 25 fournisseurs mais pas les volumes ni les chiffres d'affaires. La centrale d'achat fournit la majorité du magasin. Plusieurs producteurs ont été rencontrés dans le cadre d'un Forum Proxim'aire, ce qui a permis une contractualisation avec ces producteurs.
- Approvisionnement en légumes brut de Leclerc de Riantec a également été étudié à partir de relevés magasin. Une carte montre les résultats et soulève certaines questions sur l'approvisionnement : comment le choix de faire venir des poireaux du Cotentin a-t'il été motivé ?

3. Production agricole & Pêche locale

Les sources principales pour ces travaux sont : le Recensement Général Agricole (incluant les orientations technico-économique) et le Recensement Parcellaire Graphique.

L'analyse des chiffres d'affaires par actif agricole est à relativiser. Par exemple, pour Plouhinec, les relevés de terrains dans les GMS ont montré qu'une partie des légumiers traitent la commercialisation via des SARL. Ces flux financiers ne sont donc pas pris en compte dans la RA qui s'intéresse aux entreprises agricoles.

Par rapport à la pêche locale, 80% de la flottille de Lorient est concernée par l'étude qui ne prend pas en considération ni la flotte hauturière ni la SCA pêche (Société Centrale des Armements Mousquetaires à la pêche d'Intermarché).

Les ventes de produits de la mer localement représentent 33% de la valeur de vente. Ce montant est en baisse en volume mais au niveau du montant en augmentation.

Ce ne sont pas les mêmes espèces concernées par les différentes pêches. Les espèces débarquées par la flottille locale sont : langoustine, merlu, soles, baudroies et lieus jaunes.

Ces produits vont vers les poissonneries et GMS locales.

On mentionne l'opération Lulu Merlu : travail de réintroduction de produits de la mer dans restauration scolaire.

Echanges et questions :

Question : L'autoconsommation est-elle incluse dans les données de consommation ?

Non, car l'étude a pris en compte la Consommation issue de carnet de consommation. L'autoconsommation n'est pas incluse dans les données de budget. Une étude est en cours sur Caen à partir d'inventaire des potagers : 50 ha ont été repérés sur l'agglomération de Caen (pas l'aire urbaine) d'autoproduction. Les produits concernés sont les tomates, les courgettes, les pommes de terre, les haricots verts.

Un travail similaire a été fait sur Alençon où les classes populaires sont surreprésentées. Lorient présente un même profil social. D'où l'hypothèse de l'importance de ces potagers sur Lorient. Les études ont donné 2,5 m² de potager/habitant à Caen et 6,5 m² de potager/habitant à Alençon. Soit 3 fois supérieures en surface, corrélation avec une plus forte représentation des classes populaires.

Question : Comment flécher les volumes de la GMS, les 80% ? N'y a-t'il pas un risque de biais dans l'analyse ?

On note la différence entre les indépendants et les chaînes avec centrales et que cette difficulté est réelle pour avoir des données, les chercheurs (ou étudiants) ont beaucoup de refus. Ils travaillent donc

par relevage d'étiquettes – Catherine Darrot mentionne qu'il est également difficile d'avoir des données sur les conditions sociales de travail dans les GMS (Encore plus que l'on pensait) et qu'il faut utiliser les mêmes procédés : de même que les relevés de prix en magasins, des enquêtes à la sauvage (discussion sur parking) sont réalisées.

L'Openfood act peut donner quelques éléments sur les prix : gens qui scannent avec leur téléphone mais on ne peut pas savoir d'où viennent les produits.

Ce travail est plus facile sur Caen car les chercheurs y sont en permanence.

Une autre difficulté apparaît sur Lorient : le fait qu'il n'y a pas de MIN ni de centrale d'achat... cela expliquerait la surreprésentation des approvisionnements directs : 10 points de plus que la moyenne en Bretagne.

Question de Terres de Lien : Y-a-t'il des données sur restauration privée.
Approvisionnement.

Carnet de consommation sont remplis à la maison pas dans les restaurants, au super...

80% de budget des ménage de consommation à domicile = moyenne nationale. Dépend de catégories CSP retraité, public scolaire, mais autres catégories (il faut faire du porte à porte pour savoir restaurant concernés).

D'après une enquêtes de la FRAB les achats des restaurants classiques représentent environ 15% des ventes des exploitations Bio, ce qui est inférieur aux ventes sur les Marchés (représente environ 3 fois plus) mais très supérieur à la restauration collective.

Question de Pascal Tocquer sur l'exhaustivité des données : est-ce que sur d'autres territoires la quantité de ces données varie selon la quantité d'industriels présents sur le territoire ? Comment mobiliser ces acteurs économiques, à la fois sur la recherche et les rassurer sur l'utilisation des données chiffrées, et à la fois pour les mobiliser dans nos projets territoriaux ?

Effectivement on mobilise mieux les acteurs qui ont un intérêt à notre recherche, i.e. les acteurs qui font des efforts de relocalisation et qui veulent par exemple démontrer qu'ils pèsent : convergence d'intérêts...

NB : cette question est très lorientaise, donc elle sera peut-être traitée plus spécifiquement sur Lorient. Dans d'autres villes, on a des demandes sur la société civile et sa représentation locale, par exemple. En comparaison dans son Groupe local, Caen a privilégié l'institutionnel et la société civile. De son côté, Rennes a privilégié la Société civile. Lorient insiste beaucoup sur la mobilisation des acteurs économiques. Ensuite cela dépend des habitudes de travail comme à Angers où il y a un historique entre l'Agglomération et le MIN.

Question de Breizh'Amap : il n'y a pas que les grandes surfaces pour la distribution, il y a aussi les circuits courts producteurs-consommateurs. Débat sur l'honnêteté de certains revendeurs sur les marchés de plein vent qui se disent être producteurs et mentent aux consommateurs.

Certains revendeurs de marchés s'approvisionnent sur place, localement. Les enquêtes sur les marchés sont indirectes en posant la question de leur approvisionnement. Elles ne sont pas réalisées en en se présentant comme consommateur mais comme chercheur : les chercheurs ont une habitude d'enquête.

Par contre, comme ça a été présenté en introduction, on cherche surtout, dans FRUGAL, à documenter des questions où il y a peu d'informations. Or il y a déjà beaucoup d'informations sur les AMAP.

Débat : différences entre circuits courts et vente directe ; besoin de documenter aussi ces systèmes de vente-là et ses volumes, etc, ce qui n'a pas été fait là dans les données du VR1. Les consommateurs sont en attente pour avoir des données, par exemple des données régionales sur les AMAP.

Breizh'AMAP suggère les thèmes suivant de recherche pour FRUGAL : Innovation logistique : pain sur le bateau, cyclo-porteur...

Pierre : on voit des dynamiques émergentes, tendance à la céréalisation, émergence d'une filière IAA locale qui finit par être significative, etc.

Ponctuation par Catherine Darrot sur FRUGAL. Déjà beaucoup de données sur les Circuits Courts, finalement, en dépit de ces initiatives... pas de données sur les flux « non alternatif » pour savoir à quoi sont une alternative ! L'idée est de tout réunir progressivement pour avoir une vision continue et plus complète des données économiques et sociales sur un territoire donné.

Peut-on préciser les questions par rapport aux AMAP ?

Breizh'AMAP a demandé une subvention à la Région pour chercher des données sur les AMAP.

Remarque de Maxime : on a des données sur les AMAP et on peut les transmettre. D'autre part, il est important de savoir à quelle question de recherche on veut répondre. Exemple : Comment enrôler agro-industrie ?

Question de Tristan Douard : Si on ne peut pas identifier l'essentiel des flux du fait de l'opacité des données, peut-on prendre la question à l'envers : raisonner en termes de changement, pour construire quelque chose - retirer des outils de compréhension et d'action grâce à la recherche-action FRUGAL. Vous concentrer sur les 5% d'acteurs prêts à donner des informations, car seront proactifs, voudront mettre en avant le local et on peut travailler avec eux ?

Il est en effet complexe d'aborder ces questions de manière exhaustive... mais on arrive à saisir les dynamiques.

L'ambition est également de prendre en compte amont de l'agricole et notamment la spécificité portuaire de l'agglomération (port —> arrivée de soja pour l'alimentation animale ?). Exemple à Caen 60% des céréales au départ vers le Moyen-Orient notamment proviennent de la plaine de Caen.

Catherine Darrot : tous ces éléments de débat ont en commun de soulever la question des dynamiques, des évolutions, des tendances, des marges de manœuvre, du repérage des énergies qui sont déjà en mouvement ou possibles à mettre en mouvement. A mettre au centre de nos travaux.

Données de tendance : on remarque une spécialisation des acteurs de l'agroalimentaire, certains ne font plus de commercialisation alors qu'ils en faisaient avant, et se mettent à faire des stocks alors qu'ils n'en faisaient plus. Cf. Etude intéressante à récupérer auprès du service économique de la chambre régionale d'agriculture.

Impact de l'organisation du système alimentaire sur les évolutions : peut-être espérer avoir une bonne compréhension du système alimentaire sans avoir des données exhaustives ?

Oui ! Surtout bien identifier les vecteurs de changement, logistique, géo, socio, quels sont les leviers d'action cernés et fiables au niveau quantitatif, cerner des formes d'outillage, des pistes de réflexion et d'analyse..., en lien avec la révision de la charte d'agriculture du Pays de Lorient → C'est bien l'ambition de FRUGAL : avoir de sujets localisés dans un des trois VR, qui ensuite vont se croiser. Il faut du temps pour avoir la prétention de comprendre le schéma d'ensemble, mais c'est bien l'objectif.

Question de Catherine Darrot : quels sont les chantiers chauds, les tendances en cours, quelles données à capitaliser ?

Maxime et Pierre : Avant de comprendre la dynamique, il faut un état 0. On observe tout de même, en général une tendance de relocalisation de l'agroalimentaire. On observe également une tendance à la spécialisation : arrêt de la distribution par plusieurs industries. Le stockage revient alors que l'on parlait de flux tendu et de disparition des stocks !

Proposition de la Coordinatrice restauration collective de Lanester

Restauration municipale de Lanester 2000 repas par jour. Gros efforts sur la proximité. Souhait d'un rendez-vous car sur Lanester un gros effort a été fait : des enquêtes consommateurs sont en cours avec les Chercheurs de Vannes.

Le projet PNA va changer beaucoup de données, d'action. Il y a un besoin d'avoir accès à la dimension économie alimentaire, c'est nouveau d'avoir ce type de diagnostic / Si vous avez des propositions d'indicateurs en termes de performance / d'efficience, on est preneurs !

Gilles Maréchal à Luc Bodiguel : quelles données à attendre du stage sur les indicateurs d'évolution dans la gouvernance publique ?

On va chercher quels sont les moyens directs ou indirects pour agir sur le local, vient d'un questionnement formulé par les acteurs rennais « qu'est-ce que je peux faire, bloqué, coincé : comment agir par d'autres biais ? » par contre, ce sera une approche institutionnelle, pas économique. Une approche théorique sur les champs de compétence (juriste) et une approche pratique par enquête (Nantes et Rennes).

Catherine Darrot ouvre un débat sur les canaux de valorisation

Si on ne refait des groupes locaux que dans un an, avoir entre-temps des fiches résultats qui donnent à voir sur 4 pages un jeu de résultats sur chaque sujet précis ?

Principe d'au moins une réunion locale annuel. Mais d'autres modalités possibles et utiles à Lorient ?

Quels liens avec la charte de l'agriculture ? Comment maintenir le lien entre nous tous, dans le cadre de la rédaction de la charte ? Avoir des rencontres plus fréquentes ? Faut-il l'inventer maintenant ? → Catherine Darrot, Gilles Maréchal : il faut proposer maintenant !

Remarque de l'Université de Lorient (UBS) : Il y a des forces vives à Lorient. Comment peut-on vous appuyer ? Avez-vous besoin de relais sur le terrain ?

On peut voir avec des formations si certains projets d'étudiants peuvent vous fournir des données. Ex. Enquêtes auprès des AMAP → Oui ! Aidez-nous à identifier des partenaires académiques intéressés pour être relais sur le terrain.

Remarque d'une restauratrice : inversement se demande pourquoi elle a été invitée, que peut-elle apporter ?

Les collègues ont parlé de champs mieux connus que d'autres, le secteur de la restauration privée est peu connu (Le jardin gourmand, 100 repas par semaine, mais approvisionnés localement) + intérêt de travailler sur le CROUS (CROUS et Agora 2800 repas jours).

Mot de conclusion

Tristan Douard – Les questions d'action efficiente sont posées depuis plus d'un an dans le cadre de la charte de l'agriculture et de l'alimentation. On vise l'utilité, la capacité à produire des indicateurs. Rendez-vous l'année prochaine et bienvenue entre-temps, y compris pour vous mettre en relation. Bon vent.

NB Julien :

Lors de notre entrevue du 10 janvier 2017, Pascal Tocquer nous a succinctement présenté le projet déposé de PAT lorientais en réponse à l'appel du PNA comme étant structuré autour la relocalisation des produits locaux et de qualité (dont le bio mais pas que...), avec des attentes particulières en termes de connaissances sur l'offre alimentaire disponible sur le pays de Lorient (y a-t-il des spécificités agricoles ? attractivité démographique et urbaine excluante) et sur l'organisation de la resto-co (comment évolue ce secteur ?) et de l'éducation à l'alimentation sur le territoire.

Liste des participant (Saisie de la Feuille d'émargement)

Prénom	NOM	Structure	Catégorie*
Pascale	PHILIPPE	CCI Morbihan	2
Marc	BURBAN	Armor Plats Cuisinés	2
Nathalie	BEAUVAIS	Le Jardin Gourmand	2
Cécile	VAUCHEZ	AUDELOR	1
Solenn	BREHAUT	CDPL	3
Jocelyne	KERJOUAN	CDPL	3
Paul	MAZERAND	Terres en villes	1
Pascal	TOCQUER	Lorient Agglomération	1
Christine	MARGETIC	Université de Nantes	4
Manuela	VOISIN	Chambre d'agriculture du Morbihan	2
Jean-Marc	LE CLANCHE	Président Chambre d'agriculture du Morbihan	2
Tristan	DOUARD	élu Lorient Agglomération	1
Gilles	MARECHAL	FRUGAL	4
Catherine	DARROT	Agrocampus Ouest	4
Maxime	MARIE	Université de Caen - UMR ESO	4
Pierre	GUILLEMIN	Université de Caen - UMR ESO	4
Julien	NOEL	Université de Rennes 2 - UMR ESO	4
Marine	LAFONT	Université de Caen - UFR SEGGAT	4
David	LEMARQUAND	Université de Caen - UFR SEGGAT	4
Gabrielle	GIGAN	Université de Caen - UFR SEGGAT	4
Benoit	FONTAINE-TOUCHARD	Université de Caen - UFR SEGGAT	4
François	ONFRAY	Université de Nantes - UMR ESO	4
Catherine	DOUAY	élue - ville de Lanester	1
Jean-Yves	LE GAL	maire adjoint - Ville de Lanester	1
Myrienne	COCHE	adjointe au maire - Ville de Lanester	1
Hervé	MAJASTRE	UBS	4
Marc	POUVREAU	Réseau Cohérence DD	3
Bruno	LIVORY	ALOEN	1
Julian	PONDAVEN	Ville d'Hennebont	1
Allain	LE BOUDOVIC	Terre de Liens Bretagne	3
Carole	OUDOIRE	Breizh'AMAP	3
Luc	BODIGUEL	CNRS - DCS	4
Myriam	PIERRE	Adjointe maire de Queven	1
		1-institutionnel	10
		2-économie	5
		3-société civile	5
		4-recherche	13
		Total	33